



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE L'INDRE

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement Centre

Unité territoriale du Cher et de l'Indre

S3IC : N° 100.11057

Nos réf :

Vos réf. :

Affaire suivie par : Claire Le LAOUÉNAN

claire.le-laouenan@developpement-durable.gouv.fr

Tél. : 02 54 27 52 80 - Fax : 02 54 35 06 31

Courriel : ut36.dreal-centre@developpement-durable.gouv.fr

Châteauroux, le 22 avril 2014

INSTALLATIONS CLASSEES

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
CASTELROUSSINE

Commune de Le Poinçonnet

Demande d'autorisation d'exploiter une
déchetterie

Rapport de l'Inspection des Installations Classées à Monsieur le Préfet de l'Indre

Par lettre en date du 30 mai 2012, Monsieur COLLET Daniel, agissant en qualité de Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération Castelroussine (CAC), dont le siège social est actuellement situé à l'Hôtel de ville 36012 Châteauroux Cedex, sollicite l'autorisation d'exploiter une déchetterie communautaire située allée des Sablons (parcelles BE119, B59 et BE7) sur le territoire de la commune du Poinçonnet (36330), dans le cadre d'une réorganisation et d'une extension du site. Cette extension est réalisée afin de construire une recyclerie, une zone accueillant les déchets collectés par les services de la CAC, une plate-forme de broyage de déchets verts. De plus, le logement du gardien et l'aire de remisage des matériels seront rénovés.

A cet effet, un dossier, auquel ont été annexées notamment une étude d'impact et une étude de dangers, a été déposé le 30 mai 2012 et reconnu formellement recevable par le service d'inspection le 22 juin 2012.

Le plan du site est joint en annexe du présent rapport (Annexes 1 et 2).

1. OBJET DE LA DEMANDE

1.1 Nature et volume des activités

| Rubrique | Alinéa | Régime | Libellé de la rubrique | Nature de l'installation | Critère de classement | Seuil du critère | Unité du critère | Volume autorisé | Unité du volume autorisé |
|----------|--------|--------|---|--------------------------|--|------------------|------------------|-----------------|--------------------------|
| 2710 | 1 | A | Collecte de déchets apportés par le producteur initial - Collecte de déchets dangereux | Déchetterie | Quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation | ≥ 7 | t | 9 | t |

PJ : carte de localisation

Horaires d'ouverture 9h15-11h45 / 14h-16h00

Tél. : 02 54 27 52 80 - Fax : 02 54 35 06 31

Cité administrative - Boulevard George Sand

36000 CHATEAUROUX

<http://www.centre.developpement-durable.gouv.fr>



| | | | | | | | | | |
|------|---|----|---|---------------------------|--|-------|----------------|------|----------------|
| 2710 | 2 | A | Collecte de déchets apportés par le producteur initial - Collecte de déchets non dangereux | | Volume de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation | ≥ 600 | m ³ | 1050 | m ³ |
| 2791 | 1 | A | Traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782 | Broyage des déchets verts | Quantité de déchets traités | ≥ 10 | t/j | 11,4 | t/j |
| 2711 | 1 | NC | Transit, regroupement ou tri de déchets d'équipements électriques et électroniques | Déchetterie | Volume de déchets susceptibles d'être entreposés | < 100 | m ³ | 60 | m ³ |

Les rubriques suivantes, proposées dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter ont été supprimées :

- 2714 "Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711" ;
- 2716 "Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719".

En effet, les activités visées par ces rubriques sont déjà caractérisées par la rubrique 2710.

1.2 Description de l'établissement et historique administratif

L'activité principale de la déchetterie du Poinçonnet est la réception des déchets provenant de l'apport direct des particuliers et des services de la Communauté d'Agglomération Castelroussine ainsi que l'entreposage de matériels de collecte et divers matériaux. Les déchets réceptionnés sont les suivants : gravats, ferrailles, cartons, bois, déchets verts, déchets ménagers spéciaux (DMS), déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE), petits appareils ménagers (PAM), écrans, pneumatiques et polystyrène.

La déchetterie de la commune du Poinçonnet compte actuellement une surface inférieure à 2500 m² et dispose d'un récépissé de déclaration préfectorale en date du 26 octobre 1990 (récépissé n° 90-009).

La déchetterie est entourée de nombreuses parcelles agricoles. L'aire de cette dernière est délimitée :

- au Nord-Ouest par les entreprises bordant l'allée des Sablons ;
- sur la bordure Sud-Ouest par un chemin rural et la ligne de chemin de fer de Tours (37) à Montluçon (03) ;
- à l'Est par la rivière de l'Indre ;
- sur la bordure Nord-Est par l'usine de traitement des ordures ménagères du SYTOM.

Des logements de gardiens sont situés allée des Sablons. Par ailleurs, à environ 800 mètres du site, sont présents le hameau La Forge de l'Isle et les zones pavillonnaires de l'agglomération castelroussine.

1.3 Présentation de la demande

La Communauté d'Agglomération Castelroussine sollicite l'autorisation de poursuivre l'exploitation de cette installation dans le cadre d'une réorganisation et d'une extension du site.

L'installation projetée sera située sur une plate-forme longiligne de superficie totale de 12 220 m² implantée le long de la rivière de l'Indre.

L'extension d'une superficie de 8 700 m² concerne la partie Est de l'installation actuelle et son extrémité. La partie la plus proche de l'extension est située à 20 mètres de la rivière et est constituée d'une zone de remblai créée en 1999 et remblayée jusqu'en 2010.

L'installation est située en zone industrielle et entourée de constructions à vocations commerciale et industrielle au Nord et à l'Ouest, de prairies bocagères à l'Est et de parcelles en friche au Sud. La maison d'habitation la plus proche est située à 30 mètres à l'Est du site actuel entre deux entreprises artisanales.

L'installation est destinée :

- à la collecte des déchets apportés par les usagers (zone existante) ;
- au transit des déchets apportés par les services de collecte de la CAC (zone en extension) ;
- à l'entreposage de déchets verts qui seront broyés sur place (zone en extension).

Le volume prévisionnel annuel des activités représente 3500 tonnes de déchets tout-venant, 1500 tonnes de gravats, 500 tonnes de ferrailles, 300 tonnes de carton, 10 tonnes de bois, 4000 tonnes de déchets verts, 150 tonnes de déchets ménagers spéciaux (pile, batteries, ampoules, etc.), 100 tonnes de déchets d'équipements électriques et électroniques, 100 tonnes de petits appareils ménagers et 120 tonnes d'écrans.

Ce tonnage global représente une augmentation de 30 % du tonnage des déchets reçus actuellement.

Afin de gérer l'ensemble de ces déchets, 2 compacteurs, 74 contenants (bennes, caissons, casiers, etc.), 3 remorques, 4 camions polybennes, 1 chariot manuscopique permettant le transfert de charges imposantes et 1 broyeur seront employés sur site.

L'installation comportera la déchetterie proprement dite réservée aux particuliers, une recyclerie, une zone de transfert, une aire de remisage et de lavage des bennes et une plate-forme de stockage et de broyage de déchets verts.

La recyclerie sera le bâtiment qui recevra les déchets d'équipements électriques et électroniques, les petits appareils ménagers, les écrans et les encombrants. Aucun démantèlement des déchets d'équipements électriques ne sera réalisé.

Tous les déchets seront ensuite valorisés ou évacués dans des installations appropriées (centre de stockage, compostage, entreprises de traitement spécialisées, etc.).

Neuf personnes travailleront sur le site : trois employés à la déchetterie, trois employés à la recyclerie et trois employés des services de collecte de la CAC.

1.4 Cadre administratif de l'instruction

Les activités principales du site de "collecte de déchets apportés par le producteur initial" (rubrique 2710) et de "traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782" (rubrique 2791) et les volumes considérés relèvent du régime d'autorisation.

1.5 Maîtrise d'urbanisation

Le risque principal identifié est le risque d'incendie. L'étude de dangers montre que les effets thermique liés à l'incendie de bennes de stockage de la déchetterie sortent du site au niveau du chemin rural dit ancien chemin du Déols à la Forge de l'Isle. Afin que ces effets thermiques restent confinés dans les limites du site, le présent arrêté préfectoral prévoit (cf. article 5.2.4.1.1) que seuls les gravats et la ferraille (déchets non combustibles) soient entreposés dans les deux bennes encadrant la citerne d'huiles usagées et placées en limite de site (cf. Annexe 3). Cette mesure permet de garder les effets thermiques à l'intérieur du site en cas d'incendie.

Le réaménagement et l'extension de la déchetterie de la commune du Poinçonnet est alors compatible avec son environnement compte tenu du fait que les effets thermiques liés aux scénarii d'accidents développés dans l'étude de dangers ne sortent plus des limites de propriété de l'établissement. Aucune mesure de maîtrise d'urbanisation n'est donc nécessaire.

2. PROCEDURE D'INSTRUCTION

2.1 Avis de l'autorité environnementale

L'autorité environnementale a émis le 30 juillet 2012 un avis sur le dossier de demande d'autorisation d'exploiter. Cet avis a été joint au dossier lors de l'enquête publique. Il a conclu que le contenu de l'étude d'impact et de l'étude de dangers est globalement en relation avec l'importance des effets et des risques engendrés par l'installation, compte tenu de son environnement. Le dossier prend en compte les incidences directes, indirectes, permanentes ou temporaires du projet sur l'environnement sur l'ensemble des enjeux environnementaux identifiés. Par ailleurs, au vu des impacts réels ou potentiels présentés, l'étude présente de manière détaillée des mesures cohérentes pour supprimer et réduire les incidences du projet.

2.2 Enquête publique

L'arrêté préfectoral n° 2012233-016 en date du 20 août 2012 et modifié le 28 août 2012 a prescrit une enquête publique relative à la demande d'autorisation d'exploiter déposée par le président de la communauté d'agglomération castelroussine.

Les annonces réglementaires sont d'abord parues dans la presse plus de quinze jours avant le début de l'enquête (le 2 septembre 2012 dans le Journal du Dimanche et le 8 septembre 2012 dans N.R. du Centre). Elles sont ensuite parues de nouveau lors de la première semaine de l'enquête (le 30 septembre 2012 dans le Journal du Dimanche et le 29 septembre 2012 dans le N.R. du Centre).

L'enquête s'est déroulée du lundi 24 septembre 2012 au mercredi 24 octobre 2012 inclus dans la commune du Poinçonnet. Les communes concernées par le périmètre d'étude (rayon d'affichage de 2 kilomètres) sont Châteauroux, Étretchet, Le Poinçonnet et Déols.

Il est à noter que peu de personnes se sont exprimées sur le registre. L'ensemble des observations recueillies sont globalement favorables au projet de réhabilitation du site.

La synthèse des observations fait apparaître les problématiques suivantes :

- Pourquoi garder ce site jugé trop exigu ?
- La limite du PPRI, réduisant la surface utile et exploitable du terrain risque de compromettre l'activité recueil et traitement des déchets verts.

- Pourquoi ne pas envisager le recyclage de l'eau de lavage des bennes, en lien notamment avec les risques d'interdiction préfectorale en période de sécheresse ?
- Le problème des odeurs (déchets verts), du bruit, sur un site proche d'habitations est-il suffisamment pris en compte ?
- Les mesures envisagées pour la surveillance et la sécurisation du site sont-elles suffisantes ?
- Question autour du remblai, près du lit majeur de l'Indre, donc en zone humide ?
- Question autour de l'étude relative à la faune et la flore ?
- Question autour du bassin de rétention en cas d'incendie qui pourrait être insuffisamment dimensionné.

Le commissaire enquêteur déclare que les réponses apportées par le pétitionnaire à la suite du procès verbal de fin d'enquête paraissent pertinentes, respectueuses des différents enjeux, notamment environnementaux, et ne soulèvent aucune remarque particulière.

2.3 Avis du commissaire enquêteur

Dans son rapport du 16 novembre 2012, le commissaire-enquêteur a émis un avis favorable sur ce dossier.

2.4 Avis des conseils municipaux

Par courrier en date du 5 novembre 2012, le conseil municipal de la Commune du POINCONNET émet un avis favorable à l'unanimité sous réserve de :

- s'assurer que le contrôle de la qualité des eaux pluviales avant rejet en milieu naturel soit effectué de manière régulière. Le présent arrêté préfectoral prévoit des mesures annuelles de la qualité des eaux pluviales avant rejet dans le milieu naturel. Les paramètres suivants seront suivis : MEST, DCO, DBO5, hydrocarbures, métaux lourds, indice phénols, chrome hexavalent, cyanure, AOX, arsenic.
- de vérifier que des mesures compensatoires ne soient pas obligatoires au titre des rubriques 3.2.2.0 et 3.3.1.0 (R. 214-1) du code de l'environnement dans la mesure où le périmètre de l'extension, érigé sur une zone remblayée dans son extrémité Sud-Est, est située dans le lit majeur de la rivière et très probablement en zone humide.

Le maire déclare ne pas avoir à l'heure actuelle de souhait particulier quant à l'utilisation du terrain utilisé pour l'extension de la déchetterie.

Le permis de construire a été accordé par la commune de Le Poinçonnet le 6 octobre 2011.

L'inspection des installations classées ne dispose pas des avis des autres communes.

2.5 Avis des services consultés

2.5.1 Avis du de l'Agence Régionale de Santé

Par courrier en date du 20 juillet 2012, l'Agence Régionale de Santé émet un avis favorable à ce projet.

2.5.2 Avis de la Direction régionale des affaires culturelles

La Direction régionale des affaires culturelles a été consultée par courrier en date du 10 août 2012. L'inspection n'a pas eu connaissance de son avis.

2.5.3 Avis de l'Institut National de l'Origine et de la Qualité

Par courrier en date 27 août 2012, l'Institut National de l'Origine et de la Qualité ne formule aucune objection à l'encontre du dossier.

2.5.4 Avis du Service interministériel de défense et de protection civiles

Par courrier en date du 31 août 2012, le Service Interministériel de Défense et de Protection Civiles émet un avis favorable sur le plan de la défense et de la sécurité civiles.

2.5.5 Avis du Service Départemental d'Incendie et de Secours de l'Indre

Par courrier en date du 7 septembre 2012, le Service Départemental d'Incendie et de Secours de l'Indre émet un avis favorable au dossier.

2.5.6 Avis du Service Territorial de l'architecture et du patrimoine

Par courrier en date du 10 septembre 2012, le Service Territorial de l'Architecture et du Patrimoine émet un avis favorable à ce projet.

2.5.7 Avis de la Direction Départementale des Territoires

Par courrier en date du 13 septembre 2012, le service Eau Forêt Espaces Naturels émet un avis favorable à ce projet avec les observations suivantes :

- Des précisions sur la biodiversité sont à apporter : une seule visite de terrain à une période défavorable à l'observation faunistique et floristique est jugée insuffisante.
- La compatibilité avec le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) est à justifier ;
- Des précisions sur le traitement des eaux pluviales sont à apporter ;
- Le respect du zonage du Plan de Prévention du Risque d'Inondation (PPRI).

Par courrier en date du 31 septembre 2012, la Communauté d'Agglomération Castelroussine a transmis les éléments de réponse suivants aux observations émises par la DDT :

➤ L'étude de la biodiversité ne s'appuie pas uniquement sur celle du cabinet NCA Environnement. D'autres données (bases de données de l'Inventaire National du Patrimoine Naturel, données de l'association Indre Nature, de la Fédération de pêche...) ont été utilisées, assurant une vision annuelle et saisonnière. Ces données ont permis de conclure en l'absence d'incidence directe sur la biodiversité. De plus, l'avis de l'Autorité Environnementale précise que l'étude conclut à juste titre en l'absence d'incidence directe ou indirecte sur la faune et la flore.

Par ailleurs, la DREAL estime que le projet, étant implanté dans une zone urbanisée, les enjeux en termes de biodiversité sont très limités et ne justifient pas de repasser sur le terrain à une période plus favorable. Les photos et la description des milieux présents dans le dossier d'évaluation des incidences suffisent à déterminer que les enjeux sont faibles à nuls et ne nécessitent pas de prospections complémentaires.

- Les dispositions définies par le SDAGE Loire-Bretagne concernant les eaux usées et pluviales et devant être prises en compte par le projet sont les suivantes :

Disposition 3D-2 : réduire les rejets d'eaux pluviales (réseaux séparatifs collectant uniquement des eaux pluviales) ;

Disposition 5B-1 : les autorisations de rejet des établissements ou installations responsable des émissions ponctuelles dans le milieu ou dans les réseaux sont mises à jour de manière à atteindre certains objectifs de réduction pour les substances prioritaires, comme par exemple : le cadmium, le plomb, le mercure, le nickel.

Disposition 5B-2 : les autorisations portant sur de nouveaux ouvrages de rejets d'eaux pluviales dans le milieu naturel, ou sur des ouvrages existants faisant l'objet d'une modification notable prescrivent que les eaux pluviales ayant ruisselé sur une surface potentiellement polluée devront subir a minima une décantation avant rejet.

Les dispositifs de gestion des eaux pluviales de l'établissement permettent de respecter les objectifs du SDAGE Loire-Bretagne.

- L'emplacement des deux décanteurs traitant les eaux pluviales des zones perméabilisées et les eaux pluviales de la plate-forme de broyage des déchets verts a été précisé. Ces décanteurs assurent l'abattement de 80 % à 90 % des matières en suspension (MES).

Un premier décanteur lamellaire a été mis en oeuvre sur le réseau d'eaux pluviales, en amont du bassin de régulation, dont le rejet se fait dans le fossé communal ;

Un second décanteur lamellaire a été mis en oeuvre sur le réseau de collecte des eaux pluviales de ruissellement de la plate-forme de broyage, en amont du poste de relevage dirigeant ces effluents vers le réseau d'eaux usées urbaines.

- La Communauté d'Agglomération de Castelroussine ne construira pas dans la limite du plan de prévention du risque inondation (PPRI).

3. MESURES PRISES POUR PRÉSERVER L'ENVIRONNEMENT DU SITE

3.1 Dispositions retenues dans l'arrêté en référence au dossier déposé par le pétitionnaire

Au vu des éléments fournis dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter déposé par le pétitionnaire, les impacts prévisibles de l'installation sur l'environnement et les mesures envisagées pour les limiter sont les suivants.

3.1.1 Impact sur l'eau

L'alimentation en eau du site sera fournie par le réseau d'adduction d'eau potable (AEP) de la Communauté d'Agglomération Castelroussine. L'eau sera utilisée pour le logement du gardien, le réseau sanitaire et l'extinction d'incendie. Le lavage des bennes et des quais pourra être réalisé avec l'eau du réseau AEP si les eaux pluviales de ruissellement des toitures de la recyclerie, du local gardien et du local DMS ne sont pas en quantité suffisante.

Les eaux usées domestiques (sanitaires et évier du site et logement du gardien) seront rejetées vers le réseau public le plus proche, allée des Sablons, puis traitées à la station d'épuration de la CAC.

Les eaux issues du lavage des bennes (eaux pluviales de ruissellement des toitures) seront prétraitées par un dégrilleur-décanteur puis un séparateur à hydrocarbures. Elles seront ensuite évacuées dans le réseau public.

Les eaux de ruissellement de la plate-forme de broyage des déchets verts seront collectées dans un caniveau dégrilleur, prétraitées par un décanteur lamellaire puis rejetées dans le réseau public.

Les eaux pluviales et les eaux issues du lavage des quais passeront tout d'abord par un décanteur lamellaire puis par un bassin de régulation et de rétention d'au moins 480 m³ (volume nécessaire pour la rétention des eaux pluviales et les eaux d'extinction d'incendie) et par un débouleur-séparateur à hydrocarbures. Ces eaux traitées seront ensuite rejetées dans le fossé communal puis dans l'Indre.

Les eaux d'extinction d'incendie seront stockées dans le bassin de rétention d'au moins 480 m³.

Le présent arrêté prévoit des valeurs limites d'émission en concentration et en flux des eaux usées et des eaux pluviales susceptibles d'être polluées (cf. article 4.3.9) ainsi qu'un programme d'auto-surveillance des eaux résiduaires (cf. article 8.2.1).

Au regard des rejets et des traitements mis en place, l'impact du projet sur l'eau apparaît maîtrisé.

3.1.2 Impact sur l'air et les odeurs

Les sources d'émissions atmosphériques seront essentiellement liées à la rotation des véhicules (Diesel) sur le site. Afin de limiter cet impact, un entretien et un contrôle réguliers des véhicules de collecte seront réalisés. De plus, la vitesse des véhicules sera limitée à 10 km/h.

Le stockage et le broyage des déchets verts peuvent être à l'origine d'envols de poussières et de matières. Afin de limiter ces envols, les voiries et zone de stockage seront régulièrement entretenues et nettoyées et les bennes de déchets repartant du site seront bâchées.

Seuls les déchets verts collectés dans la déchetterie sont des déchets fermentescibles. Afin de limiter la diffusion d'odeurs, les tas de déchets verts broyés ne seront ni retournés, ni aérés (cf. article 5.2.4.1.2).

Au regard des mesures mises en place, l'impact du projet sur l'air et les odeurs apparaît maîtrisé.

3.1.3 Impact du bruit et des vibrations

Le niveau sonore généré par l'installation provient du bruit des installations de broyage, du trafic des véhicules légers et poids-lourds.

Le présent arrêté prévoit des valeurs limites d'émergence (cf. article 6.2.2), des niveaux limites de bruit (cf. article 6.2.3.1) ainsi qu'une surveillance des émissions sonores (cf. article 6.2.3.2 et 8.2.3).

3.1.4 Impact de la gestion des déchets

Les déchets générés sur le site sont les suivants : déchets de bureau, du local social et déchets liés à l'activité.

Les déchets apportés par les particuliers seront triés selon leur type (tout-venants, gravats, ferrailles, cartons, bois, déchets verts, bidons souillés, pneumatiques, polystyrène, déchets ménagers spéciaux, déchets d'équipements électriques et électroniques et petits appareils ménagers) sous le contrôle du gardien et des agents d'accueil qui donneront les consignes de tri.

L'ensemble des déchets sera traité par des entreprises de récupération ou de traitement partenaires et éliminé selon les filières adaptées à chaque type.

Par ailleurs, l'arrêté préfectoral prévoit une auto-surveillance des déchets afin de contrôler le circuit de traitement des déchets (cf. article 8.2.2).

3.1.5 Impact sur le sol et les eaux souterraines

Les déchets susceptibles de générer une pollution des sols et sous-sols seront entreposés sur des zones de rétention. Par ailleurs, le stockage de récipients se fera sur rétention et le sol du local DMS (Déchets Ménagers Spéciaux) forme une rétention. Enfin, la citerne recevant les huiles usagées sera équipée d'une double peau.

En cas de déversement accidentel, des produits absorbants seront mis à la disposition du personnel.

Compte tenu des mesures mises en place et des prescriptions prises dans le projet d'arrêté préfectoral, le risque d'impact sur le sol peut-être considéré comme maîtrisé.

3.1.6 Impact des transports

L'accès à la déchetterie se fait par la RD 920. Compte-tenu de la densité de circulation sur la RD 920 et à la pré-existence du site, l'impact du transport sera donc comparable à la situation actuelle : la part du trafic liée à l'activité représente 9 % en moyenne du trafic de la RD 920.

3.1.7 Impact énergétique

Les sources d'énergie utilisées par la déchetterie sont :

- l'énergie électrique qui sert principalement pour l'éclairage et le chauffage ;

- l'énergie thermique qui sert pour les compacteurs, le broyeur des déchets verts et les matériels de manutention et véhicules de collecte.

3.1.8 Impact sur le paysage, les émissions lumineuses et le milieu environnant

L'installation est située hors zone Natura 2000.

Les locaux présents dans la déchetterie (logement gardien, recyclerie, local gardien et local DMS) sont de faible hauteur. De plus, du fait de la présence d'autres bâtiments industriels (entrepôts) ainsi que des arbres, la déchetterie s'intégrera facilement dans le paysage environnant.

Par ailleurs, compte-tenu de la distance séparant l'installation des premières habitations et de l'absence d'éclairage de nuit sur la déchetterie, l'impact lumineux du site est très limité.

3.1.9 Impact sur la santé humaine

Compte tenu du fait que les impacts sur les milieux sont maîtrisés et que le niveau d'exposition des populations voisines est très faible, l'impact sur la santé humaine est considéré comme faible.

3.1.10 Risques

L'étude des dangers incluse dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter indique que les principaux risques liés aux activités du site sont :

- l'incendie de déchets verts stockés sur la plate-forme de broyage ;
- l'incendie des bennes au niveau de la déchetterie contenant des déchets combustibles (tout-venant, des déchets verts, du bois et du carton) ;
- l'incendie des bennes de déchets combustibles (tout-venant, bois et déchets verts) et des casiers (pneus et polystyrène) au niveau de la zone de transfert.

Plusieurs mesures sont prévues pour prévenir ces risques :

- la plupart des locaux ont des structures étanches et incombustibles (local social, local gardien, local DMS) ;
- la déchetterie est clôturée et surveillée en permanence par le gardien, les accès sont verrouillés en dehors des heures d'ouverture ;
- les travaux par points chauds seront réalisables sous délivrance d'un permis feu ;
- des consignes et plans de sécurité seront affichés de manière visible sur le site.

Dans le cas d'un incendie d'une benne de stockage de la déchetterie, les éléments figurant dans le dossier de demande d'autorisation montrent que les distances de danger relatives aux effets thermiques irréversibles et létaux peuvent sortir des limites du site.

Dans le cas d'un incendie des déchets verts stockés sur la plate-forme de broyage, les effets thermiques irréversibles, létaux et dominos sont contenus dans les limites de propriété de la CAC.

Dans le cas d'un incendie d'une benne de stockage de la zone de transfert, les effets thermiques létaux et dominos sont contenus dans l'enceinte de la déchetterie et les effets irréversibles sortent légèrement des limites du site (3 mètres).

Compte tenu des mesures mises en place et des prescriptions prises dans le projet d'arrêté préfectoral (cf. 1.5. Maîtrise d'urbanisation), les risques peuvent être considérés comme maîtrisés.

3.1.11 Condition de remise en état du site

Conformément aux R. 512-39 et suivants du code de l'environnement, la remise en état du site prévoit :

- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- l'évacuation de tous les produits entreposés, en particulier l'évacuation et l'élimination des déchets résiduels (indésirables...) vers des filières adaptées et agréées ;
- la vidange et le nettoyage (curage) du bassin de régulation et de rétention des eaux d'extinction d'incendie, des décanteurs et des débourbeurs séparateurs à hydrocarbures (DSHC) ;
- la vidange et le nettoyage des postes de relevage ;
- le démontage et l'évacuation des matériels et engins spécifiques à l'activité du site ;
- une étude de pollution des sols et sous-sols, et éventuelle dépollution ;

3.2 Propositions supplémentaires introduites dans l'arrêté

3.2.1 Selon l'analyse de l'inspecteur des installations classées

L'inspecteur des installations classées, en s'appuyant notamment sur :

- l'arrêté ministériel du 02/02/1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- l'arrêté ministériel du 27/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2710-1 ;
- l'arrêté ministériel du 27/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2710-2 ;
- l'arrêté ministériel du 26/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 ;
- l'arrêté ministériel du 23/11/11 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique 2791 ;

a introduit des dispositions supplémentaires (notamment le chapitre 5.2 du projet d'arrêté préfectoral) concernant entre autres :

- les déchets entrants dans l'installation
- la réception des déchets
- l'entreposage des déchets
- les déchets sortants du site
- la gestion des déchets refusés

Les déchets autorisés sur le site sont :

- tout-venant
- gravats
- ferrailles
- cartons
- bois
- déchets verts
- piles
- batteries
- ampoules
- néons
- bidons souillés
- produits toxiques
- huiles moteur
- huiles minérales
- déchets d'activités de soins à risques infectieux (DASRI)
- déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE)
- petits appareils ménagers (PAM)
- écrans
- pneumatiques
- polystyrène

Tous les autres déchets sont interdits sur le site, notamment :

- déchets anatomiques et cadavres d'animaux
- déchets dangereux non mentionnés dans la liste des déchets autorisés ci-dessus (déchets dont la température élevée peut provoquer un incendie, déchets explosifs, déchets radioactifs...)
- carburants
- amiante
- véhicules hors d'usage
- transformateurs contenant des PCB
- ordures ménagères
- bouteilles de gaz, même supposées vides
- les déchets d'activité économique

Par ailleurs, l'installation prévoit le broyage de déchets verts. De ce fait, la déchetterie est soumise à la rubrique 2791 de la nomenclature des installations classées. Le volume de déchets verts broyés étant supérieur à 10 t/j, le régime

d'autorisation s'impose. Dans ces conditions, les prescriptions de l'arrêté du 31 mai 2012, relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines, s'appliquent à la déchetterie des Sablons. Toutefois, le calcul des garanties financières a été présenté par l'exploitant et le montant obtenu en application de l'annexe I de l'arrêté du 31 mai 2012 s'élève à 72 687,75 €. Ce montant étant inférieur à 75000 €, l'obligation de constitution des garanties financières ne s'applique pas à l'établissement.

4. AVIS DU SERVICE INSTRUCTEUR

Les dispositions détaillées dans le dossier de demande d'autorisation relatif à l'extension de la déchetterie des Sablons ainsi que les précisions apportées par le pétitionnaire suite aux avis émis lors de la consultation des services administratifs intègrent les précautions nécessaires à la protection de l'environnement et à la sécurité des biens et des personnes, liées aux incidents prévisibles des installations.

Des mesures compensatoires seront mises en place par le pétitionnaire afin de limiter les impacts et les risques de l'installation : séparateur à hydrocarbures avant rejet des eaux pluviales de toiture et des voies imperméabilisées dans le réseau communal, bassin de régulation des eaux pluviales et de rétention des eaux d'extinction d'incendie, etc.

Au regard des mesures prises ou prévues, de l'absence d'impact de danger important non maîtrisés sur l'environnement et les tiers, le service instructeur émet un avis favorable.

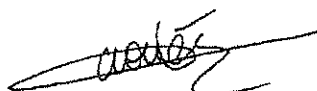
5. CONCLUSION ET PROPOSITIONS

Compte tenu de ce qui précède, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet de l'Indre d'autoriser la Communauté d'Agglomération Castelroussine à étendre la déchetterie qu'elle exploite sur le territoire de la commune du Poinçonnet, allée des Sablons sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent rapport.

En application de l'article R. 512-25 du Code de l'Environnement, le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques doit être consulté sur ce projet.

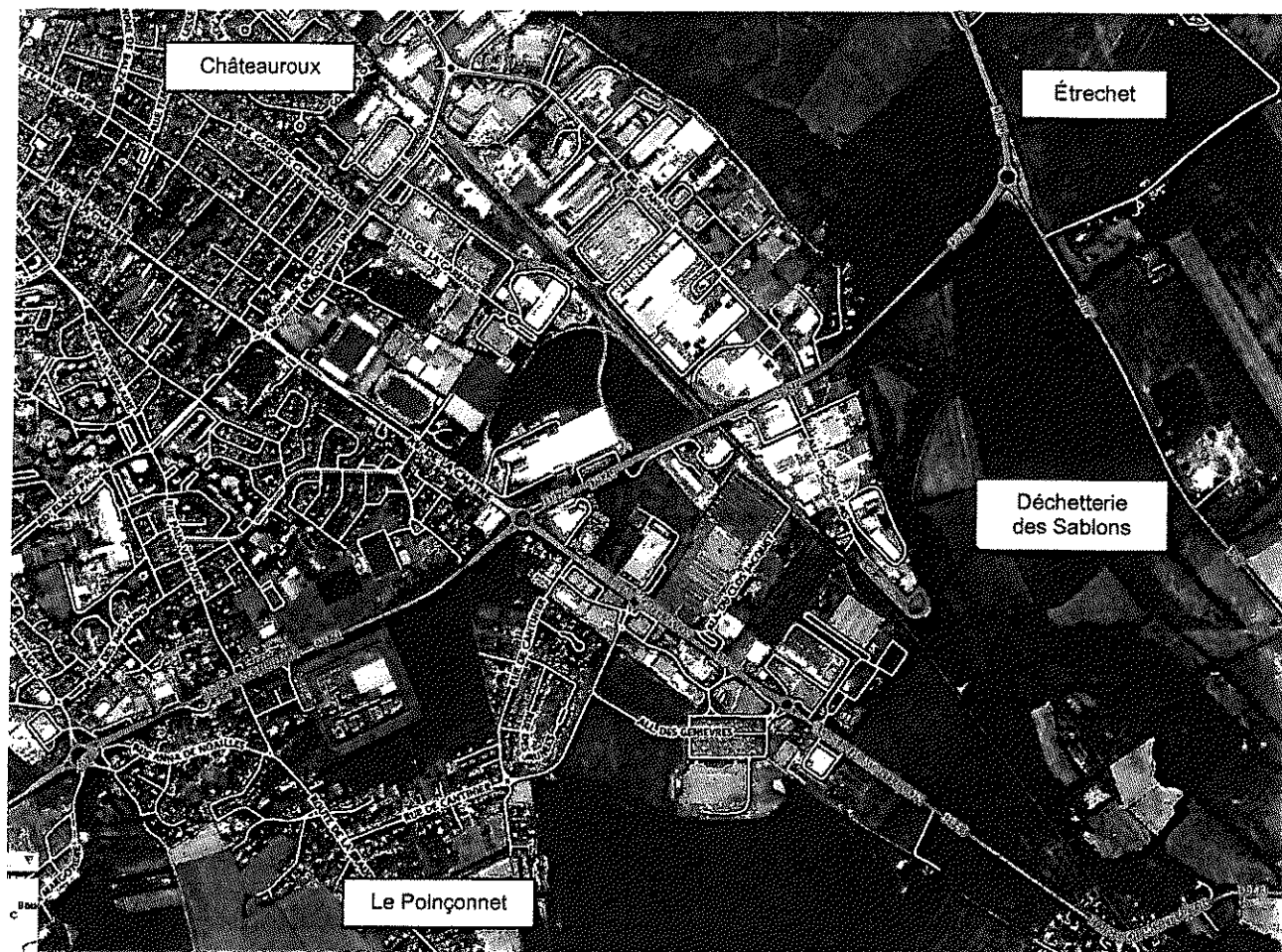
L'ingénieure de l'industrie et des mines,

Claire LE LAOUÉNAN

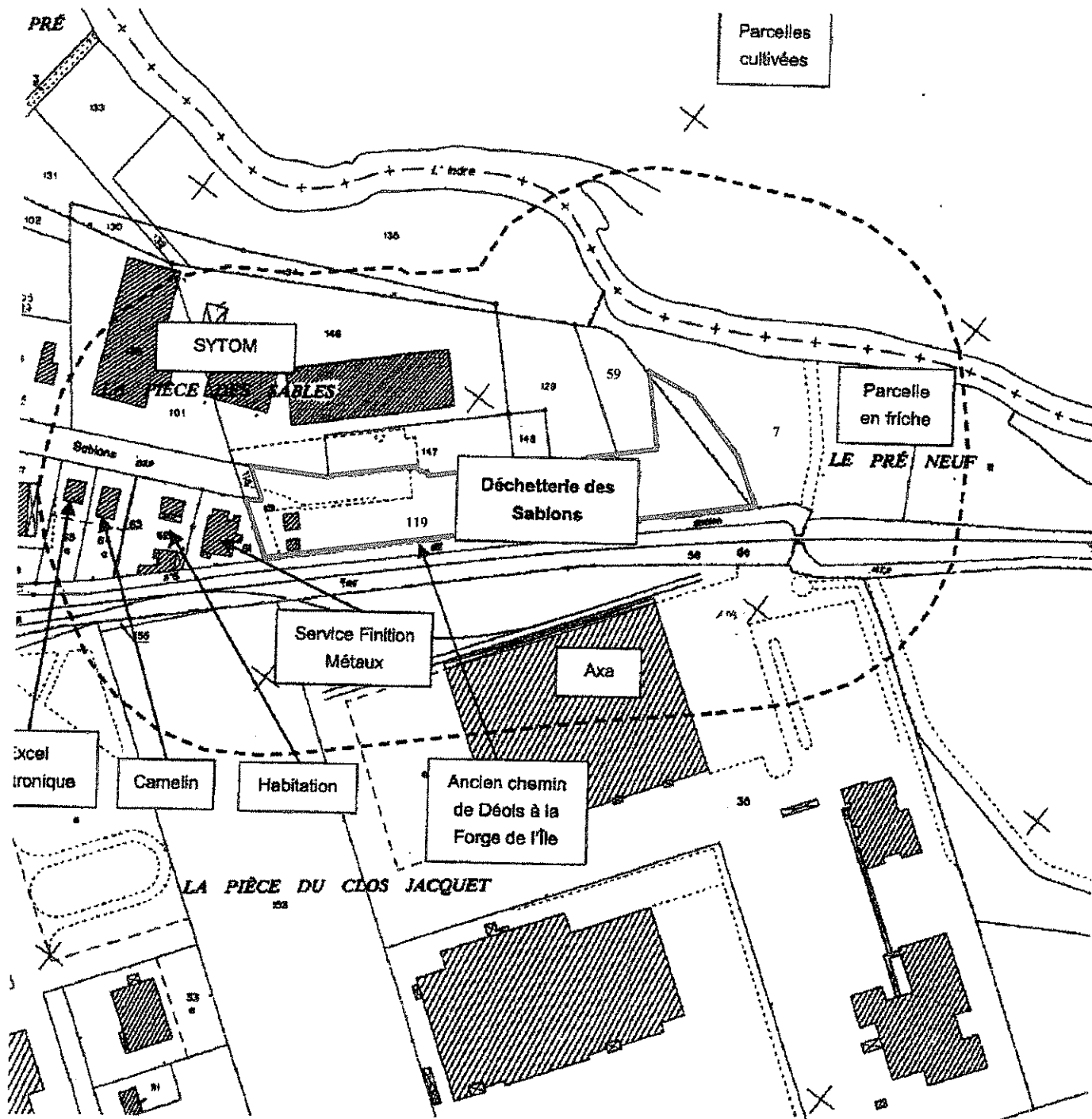


Vu et transmis avec avis conforme
à Monsieur le préfet de l'Indre
Pour le directeur
Le chef de subdivision


Yannick BARBAN

Annexe 1 : Localisation du site

Annexe 2 : Plan de situation de l'établissement



CAC - Déchetterie des Sablons

Limites du site : ————
 Rayon 100 m : - - - - -

Source : plan cadastral de la commune du
 Poinçonnet au 1/2500

Annexe 3 : Plan de l'organisation générale du site

